

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 23 (1914)
Heft: 38

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



No. 38
BASEL
19. September
1914

No. 38
BASEL
19. September
1914

Dreißundzwanzigster Jahrgang
Erscheint jeden Samstag
Organ und Eigentum des
Schweizer Hotelier-Vereins

Vingt-troisième Année
Paraît tous les Samedis
Organe et Propriété de la
Société Suisse des Hôteliers

Die Vereinsmitglieder erhalten das Blatt gratis. Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.
ALLEINIGE INSERTATEN-ANNAHME: RUDOLF MOSSE, Annoncen-Expedition. LES ANNONCES sont uniquement reçues par RUDOLF MOSSE, Agence de Publicité
Zürich, Basel, Paris, Biel, Bern, Chur, St. Gallen, Schaffhausen, Solothurn, Berlin, Breslau, Dresden, Düsseldorf, Frankfurt a. M., Hamburg, Köln a. Rh., Leipzig, Magdeburg, Mannheim, München, Nürnberg, Prag, Strassburg i. Els., Stuttgart, Wien
sowie durch die Exp. d. Bl. ainsi que par l'Adm. du Journal.
La petite ligne ou son espace 25 cts., pour les annonces provenant de l'étranger 35 cts.; réclames
Fr. 1.-, per Pettizelle, für Reklamen ausl. Ursprungs Fr. 1.25. Vereinsmitglieder 50%, Vergünstigung. PRIX DES ANNONCES: La petite ligne ou son espace 25 cts., pour les annonces provenant de l'étranger 35 cts.; réclames
Fr. 1.-, per Pettizelle, für Reklamen ausl. Ursprungs Fr. 1.25. Vereinsmitglieder 50%, Vergünstigung.
ABONNEMENT: SCHWEIZ: Jährl. Fr. 10.-, halbjährl. Fr. 5.-, vierteljährl. Fr. 2.50, 2 Monate Fr. 2.50, 1 Monat Fr. 1.25. RUSLAND (inkl. Postzuschlag): Jährl. Fr. 15.-, halbjährl. Fr. 8.50, vierteljährl. Fr. 4.50, 2 Monate Fr. 2.25, 1 Monat Fr. 1.60. ABONNEMENTS: SUISSE: 12 mois fr. 10.-, 6 mois fr. 6.-, 3 mois fr. 3.50, 2 mois fr. 2.50, 1 mois fr. 1.25. ÉTRANGER (incl. Postzuschlag): Jährl. Fr. 15.-, 6 mois fr. 8.50, 3 mois fr. 4.50, 2 mois fr. 3.20, 1 mois fr. 1.60.
Postcheck- & Giro-Konto No. V, 85 o. Redaktion und Expedition: St. Jakobstrasse No. 11, Basel. ■ ■ ■ TÉLÉPHONE No. 2406. ■ ■ ■ Rédaction et Administration: St. Jakobstrasse No. 11, Bâle. ■ ■ ■ Compte de chèques postaux No. V, 85 o. Verantwortlich für Redaktion und Herausgabe: E. Stigeler, Basel. ■ ■ ■ Druck: Schweizerische Verlags-Druckerei G. Böhm, Basel.

Aufnahms-Gesuche.
Demandes d'Admission.

Herr Carl Wagner, Besitzer des Hotel Wagner in Luzern. 50
Patent: H. E. Spillmann, Hotel du Lac, und A. Riedweg, Hotel Victoria, Luzern.
Wenn innert 14 Tagen keine Einsprache erhoben wird, gilt obiges Aufnahmsgesuch als genehmigt.
Si d'ici 15 jours il n'est pas fait d'opposition, la demande d'admission ci-dessus est acceptée.

Hotelfachschule und Kochkurse
des
Schweizer Hotelier-Vereins in Cour-Lausanne.

Am 15. Oktober werden folgende Kurse eröffnet:
1. ein achtmonatiger Fachkurs für interne Schüler,
2. ein dreimonatiger Kochkurs,
3. ein sechsmontatiger akademischer Kurs für Hoteliers und höhere Angestellte.
Anmeldungsfrist bis 30. September.
Die Direktion.

Fürsorge für unsere Truppen.

Das Kommando einer Truppeneinheit, die seit 6 Wochen im Felde steht, beabsichtigt, den gegenwärtig durch die Unbill der Witterung etwas strapazierten Soldaten durch Beschaffung angenehmer, gesunder Liegestätten den Felddienst einermässen zu erleichtern, zu welchem Zwecke noch einige Hundert gebrauchte Leintücher benötigt werden. Der Kommandant der Abteilung ersuchte deshalb den Präsidenten unseres Vereins, durch eine Umfrage bei den Vereinsmitgliedern festzustellen, ob und wieviele «ausgebrauchte» Leintücher sie der Truppe eventuell überlassen können.
Um die Angelegenheit, deren Dringlichkeit angesichts der vorgeschrittenen Jahreszeit in die Augen springt, nicht unnötig zu verzögern, sieht der Vorstand von einer schriftlichen Umfrage ab, beauftragt uns aber, dem Gesuch an dieser Stelle Ausdruck zu geben.
Demzufolge ergeht hiemit an alle jene Hoteliers, die in der Lage sind, dem Kommandanten solche Leintücher zur Verfügung zu stellen, die herzliche Bitte, hievon dem Zentral-Bureau zu Händen der Truppeneinheit Mitteilung zu machen.
Wir zweifeln nicht, dass unsere Mitglieder auch bei dieser Gelegenheit ihre bekannte patriotische Opferfreudigkeit, ihren vaterländischen Sinn von neuem in ausgiebiger Masse betätigen werden.

Nouvelles de la Société.

Procès-verbal
des
délibérations du Comité

Séance du
7 Septembre 1914, à 9 heures du matin,
à l'Hôtel Victoria, à Lucerne.

Sont présents:
M. O. Hauser, président;
» A. Bon, vice-président;
» E. Cattani, suppléant
» H. Haefeli,
» A. Riedweg,
» E. Stigeler, secrétaire.

Délibérations:
Avant d'entamer les questions suivant l'ordre du jour, le président fait savoir que, par suite de la mobilisation de l'armée suisse, il n'a pas été possible plus tôt de convoquer le Comité à une assemblée, plusieurs membres du Comité (dont il est du nombre) ayant été obligés de répondre à l'appel de troupes. Cependant, le Comité a veillé à ce que les mesures nécessaires par la situation pour l'amélioration des circonstances fussent prises, par le Bureau central, au fur et à mesure du possible. Quant aux démarches faites jusque-là, des informations détaillées en seront données aujourd'hui encore au Comité.
L'ajournement de la Séance du Comité n'a cependant causé aucun préjudice, la situation, dans l'intervalle, s'étant éclaircie à tel point que l'on peut aujourd'hui, mieux qu'avant, juger de la pénurie causée par la guerre et que, partant, il est plutôt possible à trouver un moyen rationnel pour la combattre.

Après ces communications, le Comité entre en délibération de l'ordre du jour ordinaire:
1° Le procès-verbal de la dernière séance est approuvé.
2° Publications des résultats statistiques. Il est pris connaissance des offres d'impression y relatives. Vu la situation financière, il est jugé à propos de tendre à l'obtention d'une réduction du prix d'impression.
3° Discussion de la situation et action éventuelle en vue de l'état de besoin. Le président fait un rapport détaillé sur la pénurie économique survenue sur toute la Suisse du fait de la guerre et dont, parmi toutes les industries et branches de métiers, l'industrie hôtelière a été la plus et la plus souvent éprouvée. Ce fut justement au début de la haute-saison, où à peu près tout l'approvisionnement a été fait, au moment où l'hôtelier peut s'attendre au plus grand mouvement et parlant aussi à ses meilleures recettes, que la guerre éclata. D'un jour à l'autre, la plupart des hôtels se vident complètement et se virent obligés de fermer au commencement du mois d'août. Mais presque partout, l'hôtelier est réduit aux recettes de la haute-saison s'il doit remplir ses engagements. Les plus à plaindre sont aujourd'hui les hôtels

de montagne qui, par suite de l'intempérie, avaient fait une mauvaise saison déjà l'an dernier et l'avant-dernier et qui ont fondé toutes leurs espérances sur cet été. Les perspectives étaient bonnes et les commandes nombreuses. Puis vint l'éclatement de la guerre, brisant d'un coup toutes les espérances. La misère est grande partout et la tâche est bien lourde pour remédier justement là où le besoin est le plus pressé. Le «Moratorium» ordonné par le Conseil Fédéral est loin de suffire pour préserver l'hôtelier d'une grande catastrophe.
Ce qui pèse le plus lourd sur l'hôtelier, ce sont les intérêts hypothécaires et les loyers échus et c'est là surtout qu'il est urgent de trouver des moyens de soulagement. Les fonds de la Société sont bien trop insuffisants pour pouvoir être employés utilement à une action de secours en vue de la création de ressources pour l'amortissement des termes échus.
Après des communications plus précises ont été faites sur les mesures déjà prises par les Sociétés locales pour l'amointrissement de la pénurie et qu'une explication générale a eu lieu parmi les membres du Comité, une délégation, composée de MM. Hauser, Bon, Haefeli et du secrétaire, est nommée pour conférer avec le Président de la Confédération ainsi qu'avec l'Union de représentants du Cartel de Banques suisses, dans le but d'arriver à une amélioration des circonstances et de délibérer sur les mesures possibles à prendre. Ces conférences auront lieu ces jours-ci et le résultat détaillé en sera donné dans l'organe de la Société*).

Ensuite, il est décidé de se mettre immédiatement en rapport avec la Société Suisse des Cafetiers, afin d'obtenir des autorités cantonales un adoucissement ou une réduction des impôts et des contributions.
En outre, la motion sera faite auprès du Conseil de surveillance, de ne percevoir pour l'année courante que la cotisation ordinaire que à la caisse de la Société, tandis que la cotisation pour la caisse de propagande et les frais de revient du Guide des hôtels seront couverts entièrement par les fonds de la Société. A l'acceptation de cette motion par le Conseil de surveillance, des cotisations qui auraient été déjà payées à la caisse de propagande, de même que les prix d'annonces pour le Guide des hôtels, seraient remboursés par le Bureau central. De nouveaux membres, ayant fait leur entrée pendant l'année en cours, ne doivent cependant pas jouir de ces avantages du moment où ils n'ont encore fait aucun sacrifice financier à la Société ou contribué d'une manière quelconque à l'augmentation des fonds de la Société.

4° Exposition Nationale; «Hospes». Le président fait savoir que, par suite de l'éclatement de la guerre, l'exploitation hôtelière et de restauration a été arrêtée. La fréquentation ayant complètement relâché, l'ouverture continue n'entraînerait que des frais énormes.
5° Guide des Hôtels 1915. Pour la fixation du nombre d'exemplaires pour l'année prochaine du guide des hôtels, le Bureau central a fait comprendre qu'à cause de la guerre,

* Notre Délégation a déjà été reçue très aimablement par le Président de la Confédération, de même que par le Président de l'Union des Représentants du Cartel des Banques suisses. Il est résulté des deux conférences qu'il sera pratiquement très difficile de réaliser des améliorations correspondant aux diverses circonstances. Les membres de la Société ne doivent donc pas se fonder sur de trop grandes espérances.

il ne sera pas possible d'en émettre un aussi grand nombre que par le passé. Par conséquent, une édition réduite en des trois langues est décidée en principe et des instructions nécessaires concernant l'impression seront données au Bureau central.
6° Contrat avec la Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de musique. Il est décidé de faire une proposition auprès de l'Agent générale de cette Société pour qu'à tous les membres ayant conclu un contrat avec lui pour productions musicales, il soit dûment tenu compte des concerts qui n'ont pas été donnés.
7° Congrès International d'Hôteliers, à Paris. Par suite de la guerre européenne, le Congrès International d'Hôteliers qui devait avoir lieu en Novembre prochain, a dû être renvoyé à une date indéterminée. Pour que la communication en soit faite d'un pays neutre, le Président de notre Société a été invité de la part du Président de la Fédération Universelle des Sociétés d'Hôteliers à donner connaissance de cet ajournement aux Sociétés affiliées.
8° Ecole professionnelle «Union Helvetia». Il est pris connaissance du rapport de l'Ecole professionnelle, remis par l'Union Helvetia.
9° Boîtes à lettres dans les Hôtels. La Direction générale des Postes suisses fait savoir que, répondant à une demande faite par notre Société, le Conseil Fédéral a autorisé l'Administration des Postes à laisser placer, à titre d'essai, des boîtes à lettres dans des établissements privés et d'en remettre la levée régulière aux soins du personnel de la poste.
Les conditions sous lesquelles ces boîtes à lettres peuvent être louées, ont déjà paru dans l'organe de notre Société.
10° Divers. Pour figurer au procès-verbal, il est pris note des communications suivantes concernant les mesures prises jusque-là en vue de l'amélioration de la situation:

- a) dès l'éclatement de la guerre, une proposition a été soumise aux autorités compétentes, afin d'amener sans délai plus de facilité dans le trafic d'argent et de banque, relations qui sont devenues des plus pénibles;
- b) de plus, en regard de l'avenir de la Suisse, le Comité a fait des démarches auprès de la presse pour que les nouvelles sur les événements de guerre ne soient publiées que d'une manière strictement neutre et aussi objective que possible;
- c) des rapports réguliers ont paru dans l'organe de la Société au sujet de l'état de besoin causé par la guerre et, conséquemment, des mesures à prendre pour l'amélioration du sort;
- d) afin de s'opposer aux bruits répandus à l'étranger sur la Suisse, préjudiciables à cette dernière comme centre de séjour d'étrangers, le Comité s'est mis en rapport avec les Autorités fédérales respectives qui ont immédiatement fait les démarches nécessaires à ce sujet.
- 11° Communications. Ensuite de l'éclatement de la guerre, on a été obligé de renvoyer diverses affaires pendantes; en outre, des affaires nouvelles qui ne sont pas de nature urgente doivent être ajournées à une séance ultérieure du Comité.
La séance est levée à 3 heures.
Le président: O. Hauser.
Le secrétaire: E. Stigeler.

Zur Lage.

(Eigentümliches Verhalten der Banken — Kreditverweigerung der Grossfirmen — Kriegsdarlehenskasse — Rechtsstillstand u. a.)

Wenn auch unser Vaterland in das grosse Blutvergiessen, das sich auf dem Kriegstheater im Ost und West abspielt, bisher nicht verwickelt wurde, so zeigt sich doch mit jedem neuen Tag immer deutlicher, dass die Schweiz unter den wirtschaftlichen Begleiterscheinungen des Krieges nicht weniger Schaden nimmt, als die kriegführenden Staaten selbst. Und wenn wir dereinst auch keine Milliardeneropfer für Kriegsschädigungen zu tragen haben werden, so wird es doch nach dem Friedensschluss auch bei uns mehr Wunden zu heilen geben, als man sich vielleicht heute schon vorstellt. Die heutige Krise im Wirtschaftsleben lässt wenigstens das Schlimmste befürchten. Denn während in den meisten am Kriege beteiligten Staaten die Gewerbe, namentlich die zum Ersatz des Kriegsbedarfes herbeigezogenen, meist vollauf beschäftigt sind, liegt bei uns Handel und Wandel darnieder, die industriellen Betriebe sind stark eingeschränkt und Tausende von Arbeitern ohne geregelten Verdienst, wenn nicht direkt beschäftigungslos.

Es bleibe dahingestellt, ob die da und dort auftauchenden Vorwürfe, unsere Banken hätten mit den zu Beginn des Krieges eingeführten rigorosen Massnahmen (Verweigerung der Aushandlung von Bankguthaben, Zinserhöhung u. a. m.) die allgemeine Geschäftsstockung selbst verschuldet, auf Wahrheit beruhen oder nicht. Tatsache ist aber jedenfalls, dass dadurch ein Moment der Unsicherheit ins Publikum geschleudert wurde, ein Moment, das sich seither im ganzen wirtschaftlichen Organismus sehr unheilvoll bemerkbar machte. Überall beherrschte ernste Besorgnis vor der Zukunft die Gemüter, jedermann beschränkt sich auf das Allernotwendigste, und zwar in Kleidung wie im Haushalt, sodass heute das Geschäftsleben total darniederliegt. Wie sollte es auch anders möglich sein, wo niemand voraussagen kann, was uns die nächsten Monate bringen werden? Und wer sollte noch Kaufwillen bezeigen, wenn man nicht einmal über sein Bankguthaben frei verfügen kann? Da helfen auch alle Aufrufe ans Publikum, mit den Aufträgen an die Gewerbetreibenden, die Kleinhandwerker etc. nicht zurückzuhalten, im Grunde genommen gar nichts, fehlt es doch dank der Zueignung der Banken selbst in besser situierten Kreisen sehr oft an nötigen Kleingeldern. — Nun mag ja die Absicht der Bankinstanzen, durch Verweigerung grösserer Rückzahlungen ihr vorräufiges Geld dem Verkehr zur Verfügung zu halten, durchaus berechtigt sein. Dann sollte man aber auch erwarten dürfen, dass sie dem Handels- und Gewerbestande umfangreiche Kredite eröffnen würden, was aber nicht geschah. Uns ist so gar ein Fall bekannt, aus dessen Prüfung sich ergibt, dass ein Geschäftsmann, trotz eines Guthabens von 40,000 Franken, von seinem Bankhaus den Betrag der Halbmontatsliste seiner Angestellten sozusagen «erbeteln» musste.

Solche und ähnliche Fälle sind natürlich nicht dazu angetan, gewisse Kommentare über die Kriegserbschaft unserer Banken zu entkräften oder die Hoffnung auf eine demnächstige Belebung des Geschäftsverkehrs zu stärken zu lassen. Vielmehr wird man sich sagen müssen, dass an ein Anziehen des Verkehrs so lange nicht zu denken ist, als dem Handel und Gewerbe nicht die nötigen Betriebsmittel zu Verfügung gestellt werden. — Andererseits haben aber auch viele Handelsfirmen zur Erschwerung der Lage selbst ganz bedeutend mitgewirkt, indem sie, wie hier in einer früheren Nummer gezeigt wurde, eine Beschränkung des Kreditverkehrs vornahmen. Zwar hat der Kriegsausbruch alle Geschäfte mehr oder weniger gefährdet und es ist deshalb leicht begreiflich, wenn der Gedanke, keine neuen Risiken mehr einzugehen und nur noch gegen Barzahlung zu verkaufen, da und dort Platz griff. Indessen erwies sich diese Rechnung doch sofort als grundfalsch! Die Massregel brachte nicht nur die Zwischenhändler, die jederzeit angemessene Vorräte einlagern müssen, in schwere Bedrängnis, sondern erwies sich insofern als ein zweischneidiges Schwert, als der Absatz der Grossfirmen, die jene harten Zahlungs- und Lieferungsbedingungen aufstellten, beträchtlich zurückging, also ihre eigene Lage und damit diejenige ihrer Angestellten und Arbeiter selbst gefährdet wurde.

Glücklicherweise haben sich die Verhältnisse unter diesem Gesichtspunkte schon wieder gebessert. Nachdem an dieser Stelle betont wurde, dass jene Lieferanten, die selbst keinen Kredit gewähren, seitens der Hoteliers keine Berücksichtigung mehr verdienen, und nachdem sie die Sinnlosigkeit ihres Vorgehens eingesehen, haben viele Firmen ihre alten Kredite wieder eingeführt, weshalb man annehmen darf, es drohe von dieser Seite dem Wirtschaftsleben keine Störung mehr! ... Man wird diese Entwicklung der Dinge sicherlich umso wärmer begrüssen, als ja unser Engrosverkehr vorwiegend auf einer möglichst largen Kreditgewährung beruht, das plötzliche und gänzliche Verlassen dieser Basis also auch eine ernste Schwächung des wirtschaftlichen Organismus im Gefolge haben müsste.

Wie im Laufe des Monats August hier wiederholt an triftigen Beispielen nachgewiesen wurde, befindet sich die Hotelindustrie mit unter jenen Berufskategorien, die von der allgemeinen Krise am schwersten betroffen

werden, namentlich unter den Inhabern und Besitzern von Berg- und Saisonhotels, die namentlich drei aufeinanderfolgende schlechte Geschäftsjahre verzeichnen, sieht eine ganze Anzahl vor der finanziellen Katastrophe und wenn sich nicht in letzter Stunde irgendwo ein Rettungsanker zeigt, werden viele unter ihnen Schiffbruch erleiden. Es ist deshalb aus Hotelierkreisen das Begehren gestellt worden, der Staat möchte, um der Hotelierie über die Krisis hinwegzuhelfen, eine ausserordentliche Notstandsaktion anbahnen und bereits wurden in verschiedenen Kantonen den zuständigen Behörden entsprechende Gesuche vorgelegt. Von der Ansicht ausgehend, dass die Hilfsaktion nicht auf regionalem Gebiete gesucht, sondern das ganze Land umfassen müsse, hat sich auch unser Vereinsleitung zur Fürsprecherin solcher Tendenzen gemacht; wie aus dem Protokoll der letzten Vorstandssitzung ersichtlich, hat eine Abordnung des Vorstandes mit dem Bundesrat und den Vertretern des schweizerischen Bankgewerbes zwecks Vornahme geeigneter Schritte konferiert und seine Vorstellungen seit der schriftlichen Motivierung erhärtet. Wir werden auf diese Beratungen zurückkommen, sobald deren Ergebnis endgültig feststeht, müssen aber heute schon hervorheben, dass an Ausnahmegesetze zu Gunsten der Hotelierie jedenfalls nicht zu denken ist.

Inzwischen hat der Bundesrat, der wirtschaftlichen Notlage Rechnung tragend, die Schaffung einer **Kriegs-Darlehenskasse** genehmigt. Wir veröffentlichen den genauen Wortlaut des bezüglichen Bundesratsbeschlusses an anderer Stelle dieses Blattes und möchten hier nur kurz untersuchen, was sich die Hoteliers von dem neuen Institut zu versprechen haben. Die Darlehenskasse gewährt den in der Schweiz domizilierten Geschäftsleuten und Privaten gegen Eigenwechsel und gegen Verpfändung von Obligationen, Aktien, Pfandbriefen, Sparheften, Güllen, Rohstoffen und Rohprodukten auf die Dauer von ein bis drei Monaten Darlehen zu einem festbegrenzten Prozentsatz der Tagespreise der genannten Sicherheiten. Dieser Satz schwankt für schweizerische Wertschriften zwischen 80—60% und beträgt für Rohstoffe höchstens 50%.

Ans dem Gesagten erhellt, dass Besitzer von kursfähigen Wertpapieren, Sparheften, Schuldbriefen und Güllen sich durch deren Verpfändung das nötige Bargeld zur Bestreitung ihrer Verbindlichkeiten beschaffen können. Damit dürfte aber der Hotelier nur wenig geholfen sein, denn diejenigen Hoteliers, die solche Sicherheiten besitzen, werden geschäftlich kaum derart verschuldet sein, dass sie der Situation nicht ohnehin gewachsen wären. Diejenigen jedoch, die ausserstehend sind, ihre fälligen Hypothek- und Mietzinsen, sowie die Lieferantenrechnungen zu begleichen, sind sicher auch nicht Besitzer solcher Wertschriften. Kein einziger unter ihnen befindet sich in der günstigen Lage, während der letzten Jahre stille Reserven anzulegen. Die Saisons waren nicht dazu angehen, und wo vielleicht kleine Betriebsüberschüsse erzielt wurden, sind sie unfehlbar dem *Moloch «Baufieber»* geopfert worden. — Immerhin leuchtet auch diesen Bedrängten noch ein schwacher Hoffnungsschimmer! Durch Verpfändung vorhandener Waren wird mancher von ihnen bei der Darlehenskasse einen Vorschuss erwirken, der über die Zeit bis zur nächsten Saison hinweghilft. Als verpfändbare Waren kommen bei den Hoteliers wohl nur die vorhandenen Weine und eventuell noch die Kohlenvorräte in Frage. Da aber Wein kaum als «Rohstoff» anzusehen ist und demgemäss von der Belehnung im vornehmlich ausgeschlossenen schein, so hat der Vorstand unseres Vereins dem Bundesrat das Gesuch unterbreitet, zur Bevorschussung durch die Kriegsdarlehenskasse auch Weine und andere courante Waren zuzulassen. Dabei ging der Vorstand von der Voraussetzung aus, dass die verpfändeten Weine und Waren nicht in öffentlichen Lagerhäusern hinterlegt werden müssen, sondern in den Hotels verbleiben, die Besitzübertragung also durch blosses Übergabe des Kellerschlüssels bewerkstelligt werde. Bei jeder kontrollierten Entnahme aus dem Weinlager hätte selbstredend der Hotelier eine entsprechende Anzahlung zu leisten, wäre daneben aber in der Lage, die Lagerbehandlung zu überwachen und müsste somit nicht befürchten, seinen Weinbestand durch irrationale Manipulationen zu verlieren oder entwertet zurück zu erhalten. — Es steht zu hoffen, die Eingabe unserer Vereinsleitung finde zuständigen Organs Berücksichtigung, damit die Situation wenigstens teilweise gerettet werden kann.

Die beabsichtigte Aufhebung des Rechtsstillstandes, die am 30. September erfolgen soll, wird von den Hoteliers allerorten mit gemischten Gefühlen aufgenommen: Im Gegensatz zu andern wichtigeren Handels-, Industrie- und Gewerbetreibenden, die eine Beendigung des Moratoriums herbeisehnen, um schleunigst ihre Guthaben einzutreiben, steht die Hotelindustrie auf dem Standpunkt, den heutigen Zustand beizubehalten, bis irgend ein Uebergangsmodus gefunden ist, der die Lage der Hotelierie in etwas erleichtert. Die Delegation des Vorstandes hat sich in ihrer Konferenz mit dem Bundesrat in diesem Sinne ausgesprochen und dabei betont, dass viele Hoteliers nach drei schlechten Saisons vor enormen Zahlungsschwierigkeiten stehen und die Aufhebung des Rechtsstillstandes deshalb viele Kollegen an den Rand des geschäftlichen

Ruins führen würde. Allein bei einer so wichtigen Frage, die das ganze Wirtschaftsleben des Volkes nachhaltig berührt, ja die Rückkehr zur normalen Tätigkeit direkt verhindert, ist es nicht angelegentlich, zu Gunsten einzelner Stände Ausnahmassregeln bestehen zu lassen; die Sonderinteressen müssen sich vielmehr und ohne Ausnahme dem Allgemeinwohl unterordnen, weshalb das Moratorium kaum verlängert wird. Indessen ist unserer Abordnung die Verheissung mitgegeben worden, dass berechtigte Wünsche der Hotelierie nach wie vor berücksichtigt und ihre Lebensinteressen durch die Aufhebung des Rechtsstillstandes nicht beeinträchtigt werden sollen. Man sucht denn auch höhere Orts Mittel und Wege, den Bedürfnissen der besonders hart betroffenen Berufskreise gerecht zu werden, und bereits ist zu diesem Zwecke eine Kommission gebildet worden, der auch der Präsident unseres Vereins angehört. Wie wir zu wissen glauben, soll insofern eine Lösung angestrebt werden, als dem ordentlichen Richter die Kompetenz erteilt würde, in besonderen Fällen den Rechtsstillstand zu verlängern. Auch die Hoteliers dürfen also den Beschlussfassungen jener Kommission getrost entgegensehen; der Umstand, dass unser Verein darin vertreten ist, bietet Bürgschaft genug, dass auch die Interessen der Hotelierie mit allem Nachdruck gewahrt werden.

Darüber hinaus glauben wir aber, unseren Mitgliedern nahelegen zu sollen, auf eine etwaige Notstandsaktion des Bundes keine allzu grossen Hoffnungen zu setzen, zumal die Finanzlage der Eidgenossenschaft z. Z. nicht geeignet ist, derartigen Wünschen und Bestrebungen Vorschub zu leisten. Jeder Schuldner, ob Hotelier oder sonstiger Geschäftsmann, wird daher den Interessen seines Unternehmens am zweckmässigsten dienen, wenn er sich mit seinen Gläubigern, wie der Franzose sagt, *à l'amiable* auseinandersetzt!

Unter uns.

(Eingesandt.)

In der Presse wurde wiederholt erwähnt, welche schwerer Schlag der Krieg unserer Hotelindustrie gebracht und wie die Berg- und Spartenhotels, die schon unter der ungünstigen Witterung der letzten zwei Sommer gelitten, am empfindlichsten betroffen wurden.

Trotzdem, oder vielleicht gerade deswegen, kommen Rechnungen von dieser Saison mit mehr oder weniger geniessbaren Begleitbriefen, ja sogar rekommandiert, und von anderer Seite Einzugsmandate und Wechsel.

Welche Berg- und Spartenhotels dürften nun soviel Geld zur Verfügung haben, um plötzlich und allseitig zahlen zu können, wiewohl die Saison — kaum recht im Fluss — mit Ende Juli ihren jähren Abschluss fand? Sicher nicht diejenigen, die ihre Rechnungen vorweg begleichen, vom Kriegsausbruch förmlich überrascht wurden und ihre noch vorhandene Barschaft für die Löhne des Personals und das Allerdingendste aufwenden mussten. Freilich sind viel grössere Vorräte da, als sonst, besonders im Keller, aber sie lassen sich nicht so leicht in Geld umsetzen und alle Lebensbedürfnisse für die Familie, die jetzt gekauft werden müssen, sind bar zu bezahlen.

Diese Lage ist selbst für Eigentümer von Sommergeschäften, die finanziell recht gut situiert sind, deren Vermögen aber in der Liegenschaft steckt, um so unbehaglicher, als vor der nächsten Saison, d. h. vor dem nächsten Sommer kein Geld eingeht! Neue Mahnungen zum Zahlen auf Neujahr und im Frühling wieder oder gar Betreibungen und Wechselproteste sind nichts weniger als angenehme Aussichten für durchaus unverschuldete Verhältnisse. Und auf Wechselreiterei und Wucherzinsen sollen sich die ohnehin schwer Geschädigten nicht einlassen!

Was nun? Wir erlauben uns folgenden Vorschlag: Das Zentralbureau des Schweizer Hotelier-Vereins möchte eine Zuschrift an Lieferanten, Annoncen-Expeditoren, Bauleute, Banken etc. verfassen, in der die Lage unserer meisten Sommergeschäfte kurz erörtert und den Gläubigern empfohlen wird, für ihre Forderungen tunlichst Rücksicht walten zu lassen und für Rechnungen von diesem Jahre, insbesondere vom letzten Betriebsmonat (Juli) sich bis nächsten Sommer gedulden zu wollen.

Diese Zuschriften wären gedruckt vom Zentralbureau ab Basel an jede Adresse zu versenden, die ihm von den Vereinsmitgliedern genannt würden, natürlich unter jeweiligem Abstrich der gleichen Namen. Viele von diesen Lieferanten etc. und wohl gerade solche, welche die grössten Posten zu fordern haben, werden danken der Hotelierie einen wesentlichen Teil ihres Erwerbes, manche davon Vermögen, so dass jetzt Rücksichten wohl begründet sind. Und für die Zukunft wird man sich derer auch erinnern, die solche gewährt haben!

Bundesratsbeschluss

über die

Darlehenskasse der schweizerischen Eidgenossenschaft.

(Vom 9. September 1914.)

Der schweizerische Bundesrat, gestützt auf Art. 3 des Bundesbeschlusses vom 3. August 1914 betreffend die rechtliche Natur der Neutralität und zur Aufrechterhaltung der Neutralität, auf Antrag seines Finanz- und Zolldepartements, beschliesst:

Art. 1. Der Bund errichtet unter dem Namen: Darlehenskasse der schweizerischen Eidgenossen-

schaft («Cassa de prêts de la Confédération suisse» — «Cassa di prestiti della Confederazione Svizzera») ein Kreditinstitut, das bestimmt ist, in der Schweiz domizilierten Personen und Firmen gegen faustpfändliche Sicherheit Darlehen zu gewähren.

Die Darlehenskasse der schweizerischen Eidgenossenschaft hat eigene juristische Persönlichkeit.

Art. 2. Die Darlehenskasse der schweizerischen Eidgenossenschaft hat ihren Sitz im Domizil des Direktoriums der schweizerischen Nationalbank in Zürich und errichtet Zweigstellen in allen Zweiganstalten der schweizerischen Nationalbank.

Art. 3. Die schweizerische Eidgenossenschaft haftet für die sämtlichen Verbindlichkeiten der Darlehenskasse.

Art. 4. Die Darlehenskasse ist ermächtigt, sich die erforderlichen Betriebsmittel durch Ausgabe von Darlehenskassenscheinen zu beschaffen.

Diese Scheine lauten auf 25 Fr. und haben gesetzlichen Kurs. Infolgedessen gilt jede Zahlung, die mittelst dieser Scheine gemacht wird, im Lande als rechtsgültig erfolgt.

Die Darlehenskasse der schweizerischen Eidgenossenschaft und die schweizerische Eidgenossenschaft selbst sind bis auf weiteres nicht verpflichtet, die Darlehenskassenscheine gegen Metallgeld oder Banknoten einzulösen.

Die Darlehenskassenscheine werden als Banknotendeckung im Sinne des durch Bundesgesetz vom 24. Juni 1911 abgeänderten Art. 20 des Bundesgesetzes über die schweizerische Nationalbank den Wechseln, Checks, Schuldschreibungen und Schecks gleichgestellt.

Der Bundesrat bestimmt auf Antrag des Direktoriums der schweizerischen Nationalbank den jeweiligen Höchstbetrag der Emission.

Der Gesamtwert der Darlehenskassenscheine darf, soweit er nicht durch den Betrag gedeckt ist, die Summe der durch Faustpfand gedeckten Forderungen der Darlehenskasse nicht übersteigen.

Art. 5. Die Darlehenskassenscheine tragen die Unterschrift des Vorstandes, des eidgenössischen Finanzdepartements und des Direktors des eidgenössischen Kassen- und Rechnungswesens. Der letztere unterschreibt für die eidgenössische Staatskassa.

Ihre Anfertigung, Einziehung und Vernichtung geschieht unter der Kontrolle des eidgenössischen Finanzdepartements.

Nachahmungen und Fälschungen von Darlehenskassenscheinen stehen unter den Strafbestimmungen der Art. 66 bis 74 des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 1905 über die schweizerische Nationalbank.

Art. 6. Die Kasse gewährt Darlehen gegen Eigenwechsel auf 1 bis 3 Monate gegen Verpfändung folgender Sicherheiten:

- Obligationen des Bundes, der Bundesbahnen, der verstaatlichten Eisenbahnen, der Kantone und schweizerischer Gemeinden bis zu höchstens 80% des Tagespreises;
- Obligationen und Pfandbriefe schweizerischer Banken, Eisenbahnen und industrieller Unternehmungen, sofern sie öffentlich kotiert sind, bis zu höchstens 70% des Tagespreises;
- Kassasobligationen und Sparhefte schweizerischer Banken und Sparkassen bis höchstens 70% des Nominalbetrages;
- solide Schuldbriefe, Güllen und Forderungen, die durch Grundpfandverschreibungen gesichert sind, bis zu höchstens 60% des Kapitalbetrages;
- in der Schweiz öffentlich kotierte Aktien bis zu höchstens 50% des Tagespreises, jedoch keinesfalls höher als bis zum Nominalbetrage;
- öffentlich kotierte Obligationen auswärtiger Staaten, Gemeinden, Eisenbahnen und solider industrieller Unternehmungen bis zu höchstens 50% des Tagespreises;
- Rohstoffe und Rohprodukte, welche nicht dem Verderben ausgesetzt sind, bis zu höchstens 50% des durch sorgfältige Schätzung ermittelten marktgemässen Wertes; Rohstoffe und Rohprodukte, welche einem wesentlichen Preisrückgang unterliegen, werden als Sicherheit nur angenommen, wenn eine dritte für den Darlehensbetrag habhabende Person oder Firma Solidarbürgschaft leistet.

Wo für Wertschriften, die zur Belehnung eingereicht werden, kein Kurs notiert ist, wird der Tagespreis nach einheitlichen Instruktionen der Zentralverwaltung der Darlehenskasse festgestellt.

Der Entschluß über die Annahme der angebotenen Sicherheiten steht der Verwaltung der Darlehenskasse zu; sie ist nicht verpflichtet, die Gründe einer erfolgten Ablehnung anzugeben.

Art. 7. Wertschriften sind der Darlehenskasse mit besonderer Faustpfandverschreibung zu übergeben.

Ordrepapiere sind mit Blankoindossament, Namenspapiere mit Blankozession des Vorschussnehmers zu versehen.

Rohstoffe und Rohprodukte werden als Sicherheit nur angenommen, wenn sie entweder in einem öffentlichen Lagerhaus niedergelegt werden oder wenn die Besitzübertragung sonst in unzweideutiger Weise erfolgt ist.

Art. 8. Die Pfänder haften für die Kapitalforderungen der Darlehenskasse, sowie für Zinsen und Kosten.

Findet die Darlehenskasse, dass der Wert der Unterpfänder unter den der Belehnung zugrunde gelegten Betrag gesunken ist, so ist der Schuldner verpflichtet, auf vorherige, durch eingeschriebenen Brief gemachte Aufforderung, die verbleibende vermehrte Sicherheit oder entsprechende Abzahlung zu leisten.

Kommt der Schuldner dieser Aufforderung nicht nach oder ist er mit der Rückzahlung des Darlehens im Rückstand, so ist die Kasse berechtigt, nach Freigabe dieser Mahnung und Verkauf des Verkaufes das Guthaben als verfallen zu erklären, die Hinterlagen auf dem ihr gutschneidenden Wege zu veräussern und den Erlös mit ihrem Guthaben zu verrechnen.

Auch wenn der Schuldner in Konkurs gerät, bleibt die Darlehenskasse zum aussergerichtlichen Verkauf des Unterpfandes gemäss dem vorausgehenden Absatz berechtigt.

Selbst erwerben kann die Darlehenskasse das Unterpfand nur bei einer öffentlichen Versteigerung.

Art. 9. Der Zinssatz für die gewährten Darlehen soll in der Regel derselbe sein wie der Lombardzinssatz der schweizerischen Nationalbank und ist jeweils öffentlich bekanntzumachen.

Art. 10. Das Direktorium der schweizerischen Nationalbank leitet und verwaltet die Darlehenskasse für Rechnung des Bundes, unter Mitwirkung der Lokaldirektionen der Zweiganstalten.

Das Direktorium besorgt die allgemeine Leitung und die zentrale Verwaltung.

Bei den Zweigiederlassungen der Darlehenskasse werden besondere Komitees je aus einem Mitglied der Lokaldirektion der schweizerischen Nationalbank als Vorsitzenden und aus drei bis fünf Mitgliedern gebildet, welche vom Bundesrat auf unverbindlichen Vorschlag des Direktoriums der schweizerischen Nationalbank gewählt werden.

Die Darlehenskasse wird verpflichtet durch die Kollektivunterschrift der Mitglieder des Direktoriums und des Generalsekretärs der schweizerischen Nationalbank, die zu zweier Namens der Darlehenskasse der schweizerischen Eidgenossenschaft zeichnen.

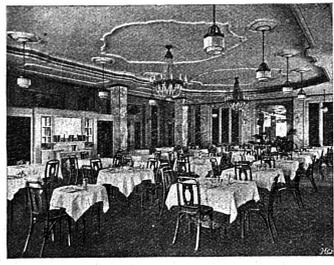
Das Direktorium wird die weiteren Beamten bezeichnen, die zur Führung der Kollektivunterschriften namens der Darlehenskasse berechtigt sind.

Art. 11. Die Geschäfte und Werte der Darlehenskasse der schweizerischen Eidgenossenschaft sind von denjenigen der schweizerischen Nationalbank getrennt zu halten.

Privat-Heilanstalt „Friedheim“, Zihlschlacht

Eisenbahnstationen: **Bischofszell** und **Amriswil** (Kanton Thurgau), in naturschöner Lage, mit grossen Parkanlagen, für **Nerven- und Gemütskranke, sowie Entwöhnungskuren**

Morphinisten inbegriffen. — Sorgfältige Pflege und Beaufsichtigung. — Gegründet 1891. — Zwei Aerzte. Vollständig alkoholfreie Diät. **Besitzer und Leiter: Dr. Kraegenbühl.**



Spisessaal Hotel Schweizerhof Bern Möbliert 1913

A.-G. Möbelfabrik

Morgen-Glarus in Morgern.
Telephon No. 10 - Telegr.: Stuhlfabrik Morgern

Erzeugnisse:
Möbiliar in gesägtem sowie in massiv gebogenem Holz (sog. Wienermöbel) für Innenräume, Restaurants, Cafés, Concessionen, Vestibules, Gärten, Speisensäle, Theater, Konzertsäle, u. Kinetographen. (761)

Grösste Leistungsfähigkeit. Konkurrenzpreise. Feinste Referenzen zu Diensten.

Lieferantin des Möbiliars für Spisessaal und Restaurant des „Hospes 1914“.

DORNER & Co. BASEL.
Monopol für die Schweiz: Z. Nr. B. 134



Daily Mail

CONTINENTAL EDITION
Gives all the News Many Hours in Advance of any other English Journal circulating on the Continent.
Head Office: 38, Rue du Sentier, PARIS.

Die Mitglieder des Schweizer Hotelier-Vereins

sind gebeten, bei Deckung ihres Bedarfs die Inserenten der „SCHWEIZER HOTEL-REVUE“ zu berücksichtigen und sich bei allen Anfragen u. Bestellungen auf das Vereinsorgan zu beziehen.



NEUCHÂTEL PERRIER
SAINT-BLAISE
HORS CONCOURS
MEMBRE DU JURY
BERNE 1914.
(1345)

Junger Direktor

sehr gut präsentierend, energisch und tüchtig, gegenwärtig in Stellung in bestbekanntem Saisongeschäft, sucht Jahresstelle in Hotel I. Ranges, in- oder Ausland. Prima Referenzen. Bescheidene Ansprüche. Spätere Beteiligung oder Uebernahme nicht ausgeschlossen. — Offerten erbeten unter **G 4704** an **Hausenstein & Vogler, Zürich.** (1419)

Hotel gesucht.

Junges im Hotelfach durchaus erfahrendes, tätiges und energisches Ehepaar **sucht gut gehendes Hotel** (Jahresgeschäft) mit Restaurant **pacht- oder kausweise zu übernehmen** am liebsten in Luzern, St. Moritz, Montreux, Lausanne, Basel oder Zürich. Zwischenhändler verboten. Gefl. Offerten unter Chiffre **V 6357** an **Hausenstein & Vogler, Bern.** (1420)

Lieferanten von Getränken

Bierbrauerei FALKEN Schaffhausen.

Wir empfehlen unsere, nach Münchner- und Pilsner-Art gebrauten dunklen und hellen Biere in Fässern und in Flaschen.

J. JAUCH, Weinhandlung ALTDORF (Uri).
Spezialhaus für H. Fiumonteser-Tafelweine, Asti, Brachetto, Nebiolo, Chianti.

Eberhard & Cie.
Weinhandlung, Neuenstadt empfehlen ihre Spezialitäten in prima Neuenburger (Cave de l'Hôpital Pourtales) und Waadtlandweinen, sowie alle französischen Rotweine. 203 Bern 1914: Goldene Medaille.

LENDI & Cie.
St. Gallen und Chur.
Feinste Veltliner Weine
alte Sassella
Tiroler Spezial Weine
Lagrein Kretzer, St. Magdalener.

H. Rutishauser & Co
A.-G.
Scherzigen
Spezialitäten in Ostschweizer- und Tirolerweinen aus bevorzugten Lagen
ff. Flaschenweine

NOBLESSE
der beste Wermouth-Wein.
Ciravegna & Co., Turin und Genf.

Weinhandlung Bruckner & Cie

Nachfolger v. Jacques Z'berg. Gegründet 1848.
Basel, Gütterstrasse 206
Lager in Couranten und feinen Weinen, Liqueurs und Essig.

Engadiner IVA Liqueure
Original von S. Bernhard, Samaden (Engadine). Gegründet 1860.
Anerkannt feinste Tafelliqueure.

Gebrüder Fehr
Schaffhausen.
Goldene Medaille der Landesausstellung Bern für die Flaschenweine der eigenen Rebberge im Fischerhäuserberg und der Rheinhalde. (210)

Franz Müller & Cie.
Weinhandlung, Schaffhausen empfehlen Schaffhauser- und fremde Spez.: Herrenberger Eigengewächs.

V. Haller Söhne
BASEL
empfehlen Wandtänder-, Walliser-, Morgellier-, Eiskasser- etc. Weine.

R. Frey, Schaffhausen
offert ff. Ostschweizer- und Tirolerweine, Eigengewächs: Rheinhalder und Hallauer.

M. Christoffel, Chur
la. Veltliner Weine
Diplom I. Klasse. Gold. Medaille 1913



MAISON FONDÉE EN 1811
SWISS CHAMPAGNE
BOUVIER FRÈRES
NEUCHÂTEL
(110)

Association Amicale

(762) des
Employés de Bureaux d'Hôtels
Siège: 7 Rue de l'Isly, Paris. Téléphone Central 0-73.
Placement gratuit des membres de la Société.
: : Envoi des statuts sur toute demande. : :

Spezialarzt

für innere, besonders Magen-, Darm- und Stoffwechsel-Krankheiten, Leiter u. Besitzer eines Sanatoriums (langjährige Erfahrung in diätetischer Küche), mit wissenschaftlichem Namen und erstklassigen Beziehungen in Deutschland, **sucht für den Winter**
PRAXIS
in erstklassigem Kurort. Verbindung erwünscht mit ersten Hotels, besonders St. Moritz, Pontresina oder Montreux. Offerten unter **Z. 5825** an die Annoncen-Expedition Rudolf Mosse, Zürich. (1403) Mg.

Wanzen

und alles andere Ungeziefer, wie Schwabenkäfer, Motten, Mäuse etc., rotet gründlich aus, unter vertraglich mehrjähriger Garantie. Versand von sicher wirkenden Mitteln. Aeltestes, seit 45 Jahren bestehendes Geschäft. Vertrauenshaus. Prima Referenzen.
S. Bürgisser, Desinfektions-Anstalt, Küssnacht-Zürich. (136)

Luftgetrocknete Schinken

zum roh schneiden, **Monate haltbar**, auch zum kochen sehr profitabel, empfehlen so lange Vorrat at Fr. 3.— und Fr. 3.50 per Kilogramm, in Stücken von 4 bis 6 Kilogramm,
(1408) **Greter & Mülchli, Luzern.**

Schweizerische Aktien-Gesellschaft
Bamberger, Leroi & Co., Zürich
Frankfurt a. M., Berlin, Köln, München.

Fabrik sanitärer Wasserleitungsartikel

Badewannen, W. C., Waschtische, Urinals, Bidets etc.; Spezial-Modelle für Hotels.

Erklärung.

Wir erklären hiemit:

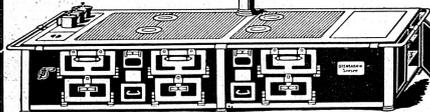
- dass wir die vorübergehend notwendig gewesene Barbezahlungsbedingung schon seit dem 24. August wieder aufgehoben haben und seither zu gewohnten Konditionen liefern;
- dass wir nie an eine kriegführende Grossmacht Offerten gestellt oder Lieferungen gemacht haben.

Seon, den 12. September 1914. (1433)

Conservenfabrik Seethal A.-G., Seon (Aargau)

Schweiz. Landesausstellung Bern: Grosser Ausstellungspreis (Höchste Auszeichnung)

Act.-Ges. der Ofenfabrik Sursee.



Wir bitten um Beachtung unserer Fabrikate an der Landesausstellung in Bern. Ein Hotelherd von uns ist im Hauptrestaurant Studerstein in der Landesausstellung in Betrieb. (796)

Kleine Anzeigen

d. h. Anzeigen, die das tägliche Leben betreffen, wie: Kauf- und Verkauf, Pacht, Miete, Personal, Kapitalgefuche und -angebote erzielen nur dann

große Wirkung

wenn sie fachgemäß abgefasst und zweckentsprechend ausgestattet sind, wenn die Auswahl der zu benutzenden Zeitungen auf Grund fachmännischer Erfahrung getroffen wird. Alle diese Bedingungen werden erfüllt ohne irgendwelche Preiserhöhung, ferner wird eine wesentliche Vereinfachung, Zeit- und Arbeitsersparnis erzielt durch Uebertragung derartiger Anträge an die

Annoncen-Expedition Rudolf Mosse

Zürich **Basel**
Eimthalquai 34, Telephon 660 **Messenerstrasse 50, Telephon 2164**

Wer Beleuchtungs- oder Heizungsanlagen oder Closet-Einrichtungen in Hotels, Pensionen oder Kuranstalten besorgt, inseriert mit Erfolg in der in Basel erscheinenden **Hotel-Revue** Offizielles Organ des Schweizer Hotelier-Vereins



J. BOLLINGER

Dry Extra-Quality



Extra-Quality Brut 106

Ay-Champagne



Die Qualitäts Marke. Die Marke der Sportsmen.
Représentant général: **W. H. Elmenhorst, 72 Bahnhofstrasse, Zurich.**



L'heure présente.

Elle est lourde d'horreur et de sang versé; lourde de tous les péchés amoncelés d'une humanité aveugle, entraînée par sa propre faute et son sombre egoïsme dans la plus atroce des guerres; lourde aussi de responsabilités; lourde de misères et de douleurs. — C'est l'heure lamentable de l'expiation.

Les hommes n'ayant pas voulu résister, tant par basse cupidité que par coupable insouciance, à l'esprit soldatesque qui, depuis des années, poussait sans trêve ni repos aux armements à outrance, faisant ressembler la terre à un antre de brigands, paient aujourd'hui de leur sang ou de celui de leurs fils la rançon de leurs fautes. Mères et enfants pleurent. Le deuil habite les foyers. La visible Europe et sa tant vantée civilisation sont au seuil de l'abîme. Les ministres des religions chrétiennes pris de vertige se cramponnant désespérément à leurs saintes fonctions.

Plus que quiconque ils sont les responsables de l'heure. Mieux que quiconque ils auraient pu abattre l'hébreu du militarisme. Ils auraient pu, s'ils l'avaient voulu, eux, les directeurs de la conscience universelle, s'opposer à l'idée de guerre, chasser cette idée de la mentalité humaine, faire de la guerre un songe impossible, irréalisable. Il leur eut suffi de vouloir.

Ils ont basement préféré se tenir coi et amis des grands. Crainte de perdre une parcelle de leur puissance sur le monde matériel, une ombre de leur influence, ils n'ont pas craint de s'endormir dans une immobilité cadavérique. Ils ont assisté, les yeux largement ouverts, aux préparatifs meurtriers des peuples s'appropriant à l'épouvantable ruée. Ils se sont mis sur la bouche un bandeau épais comme une muraille, sur la conscience un poids pesant comme la plus pesante montagne.

Comme punition suprême un Dieu qu'ils ne connaissent plus qu'en phrases et dont pour la plupart ils vivent éloigné autant que le sont de notre planète les étoiles les plus distantes, leur enlève en un jour leur puissance sur des âmes dont ils n'ont pas su prendre soin. Grâce à leur inconcevable paresse le monde chrétien se prend aujourd'hui à douter du Dieu d'amour et de paix qui permet la guerre.

Carrosses dorés, palais, riches demeures, douces béatitudes, il va falloir tout quitter pour regagner le terrain perdu, ou bien démissionner moralement. Le Maître, n'est-il pas vrai, n'a jamais enseigné que la quiétude du corps amenait celle de l'âme, mais au contraire qu'elle endormait celle-ci. Qui donc de vous braves gens s'est souillé de ces enseignements? Ils sont peu nombreux ceux qui l'ont fait. Cependant il en existe quelques rares exemplaires. Les autres se reposent selon l'antique usage dans les fastes de la richesse et des grandeurs humaines, ou dans un doux bien-être pieusement acquis; un exercice par passe-temps et pour avoir une occupation bien cotée le très saint ministère et la charité dite chrétienne.

Aussi, la guerre est venue. Il y a en réserve — disons au Ciel — des punitions pour tous les crimes. Nous assistons actuellement à celle de grands hommes, féroces pour fendeurs de braves gens. L'avenir nous réserve d'autres surprises encore, et cela ira ainsi jusqu'au jour où dans le monde l'homme supérieur par son intelligence et son savoir ne mettra cette intelligence et ce savoir qu'au seul service de l'humanité, non plus seulement à asséoir son bonheur sur des richesses aussi nombreuses que très souvent égoïstement si ce n'est mal acquises.

Chez nous, en Suisse, pays neutre sur le papier, l'heure présente est pleine de dangers. Dangers d'ordre économique tout d'abord. La mobilisation de l'armée entière nous coûte des sommes exorbitantes: l'immobilisation du commerce et de l'industrie des sommes plus exorbitantes encore. Et cela peut durer des mois et des mois!

Pour l'industrie hôtelière suisse, venant après plusieurs mauvaises saisons consécutives, la guerre actuelle est un cataclysme sans nom. Il faudra toute l'énergie de ses dirigeants, toute la bonne volonté de chacun pour que le désastre puisse être atténué en partie. Et encore, on en est à se demander si vraiment il sera possible aux hôteliers de surmonter la crise. Une fois de plus — souhaitons-le — la puissance d'une organisation, parfaite jusque dans ses plus petits détails — le palais de l'exposition hôtelière à Berne en témoigne — se révélera facteur efficace de succès.

Nous voulons fermement l'espérer pour le bien de notre petit pays. Comme qu'il en aille, une fois de plus, la Suisse, par sa digne

attitude, faite de confiance en soi-même et en son bon droit, aura mérité l'estime du monde. On la sait partout prête à maintenir haut et ferme le drapeau de son indépendance; on n'ignore nulle part non plus que son armée supérieurement commandée est capable de la fort bien défendre. Les Alpes chères aux étrangers qui, chaque année en nombre toujours grandissant, nous visitent resteront libres et ne seront pas souillées par la botte d'un conquérant comme l'ont été les plaines de cette pauvre Belgique trop confiante.

Pour augmenter nos chances de voir notre neutralité sagement respectée il importe toutefois de maintenir intacte notre unité morale; il faut faire taire nos sympathies personnelles pour autant que cela est conciliable avec les exigences de notre conscience; nous efforçons surtout de rester amis de la vérité, néanmoins impartiaux dans le gigantesque conflit qui éclabousse de sang humain notre frontière du Nord-Ouest, car si l'impartialité ne peut que nous être utile, la partialité par contre nous nuirait certainement un jour ou l'autre. Chacun dans notre pays devrait s'en rendre compte en ce moment critique. Dr. Alt Boron.

Impôts d'Automobiles.

Dans la lutte pour et contre l'automobile qui se déroule tout particulièrement dans notre pays, le jugement que l'automobile est un moyen de transport idéal et que lui revient d'une haute importance au point de vue économique, gagne de plus en plus de terrain malgré certains inconvénients qui lui sont toujours attachés.

Le principal des désagréments qui lui est attribué et que nous devons considérer, c'est la poussière. Des excès d'allure, ainsi que des accidents provoqués par ceux-ci, il s'en produit de moins en moins.

La population campagnarde ne se montre plus autant hostile que dans le temps contre les automobiles.

Nous sommes d'accord, en ville aussi bien qu'à la campagne, de reconnaître que la poussière est un inconvénient très désagréable, mais sur ce point les idées ont changé considérablement ces dernières années; car si en son temps l'automobile a été considérée comme l'unique fait du développement de la poussière sur les grandes routes, il n'en est plus de même aujourd'hui, et cette question irraisonnée n'est plus l'objet de commentaire quelconque, car l'expérience ou plutôt la réflexion a démontré que ce n'est pas l'automobile, mais bien la construction modérée de nos grandes routes qui est la vraie cause du développement de la poussière. Partout on s'est rendu compte que, pour arrêter le mal à sa source, c'est la construction de nos grandes routes qui doit être mieux effectuée, et dans presque tous les cantons se manifeste aujourd'hui l'effort de construire des réseaux plus propices à la circulation des automobiles. De sensibles progrès se font déjà remarquer par ci par là, surtout dans les villes et les grands villages où les rues ont été améliorées ces dernières années; cependant, on n'est pas encore parvenu à donner entière satisfaction au désir général, c'est-à-dire d'arriver à la construction irréprochable de notre réseau routier, car ce n'est pas dans les villes ou des lieux très peuplés qu'on a à se plaindre de la poussière, vu que l'entretien des routes est effectué par le goudronnage et l'arrosage de celles-ci, mais plutôt dans les endroits montagneux.

C'est donc une plainte fondée que la poussière opportune les propriétaires limitrophes de nos grandes routes, les promeneurs, touristes, etc., et tous nos efforts tendent à leur donner satisfaction.

Il était à prévoir que la tâche de remettre ces grandes routes à un état plus favorable, de multiples et lourdes charges s'imposeraient aux Etats.

Pour couvrir ces charges, les Etats furent forcés de se procurer de nouvelles recettes et par ce fait on a introduit partout des impôts d'automobiles. On a cherché à justifier ces impôts, prétextant l'usage fréquent des routes par ceux-ci, et aussi promis d'employer les recettes de ces impôts uniquement pour la remise en état des dites routes. Cependant, cette promesse n'est pas tenue partout, et l'on peut remarquer aujourd'hui certains cantons qui prélèvent annuellement pour 40 à 50,000 frs. d'impôts d'automobiles et qui n'emploient qu'un tiers de cette somme pour réaliser cette promesse, s'appropriant le reste pour couvrir d'autres frais d'Etat.

Par cette imposition illégale, troublant son but, l'impôt d'automobiles ne devient naturellement qu'une mesure purement fiscale et il est très compréhensible que les automobilistes réclament contre cette nouvelle charge, car ils sont les seuls à contribuer financièrement pour leur entretien, tandis que les voitures et autres sont exemptes de charges pareilles; il serait donc juste et équitable que leur finance d'impôt trouve l'application prévue, mais de créer de l'impôt d'automobiles une source de recettes universelles, dont bénéficient aussi les non-automobilistes, ne peut se faire, vu que nos propriétaires d'automobiles sont en général des industriels, fabricants, hôteliers, médecins, etc., qui doivent déjà payer suffisamment d'impôts directs ou indirectes.

Au cas où les impôts d'automobiles seraient perçus, il y aurait lieu de veiller à ce qu'ils soient utilisés pour leur propre but, c'est-à-dire pour l'entretien du réseau routier; un autre point très important est celui de savoir: si, dans quelle mesure les étrangers qui voyagent sur notre territoire, autrement dit, les auto-touristes étrangers, devront contribuer pour l'entretien de nos grandes routes.

L'idée de soumettre à l'impôt les automobilistes étrangers est apparue à maintes reprises, mais a toujours été abandonnée. Or, Mr. L. Basset mentionne de nouveau dans le Nr. 25 de ce journal de reprendre l'idée de diviser notre réseau routier comme celui des chemins de fer, en routes principales et accessoires et de percevoir pour l'utilisation de chaque route une taxe modérée qui serait employée pour l'entretien exclusif de celles-ci et répartie entre les cantons d'après le nombre de kilomètres parcourus sur le territoire de chacun d'eux. Chaque auto-touriste étranger recevrait, en passant la frontière, un bulletin semblable aux billets de chemin de fer, leur autorisant la circulation sur notre réseau, et les automobilistes résidant en Suisse devraient payer une surtaxe minime à côté des impôts existant déjà.

L'auteur de cet article avoue volontiers que la mention de Mr. L. Basset à quelque chose de séduisant au premier coup d'œil, seulement il n'est pas logique de disculper les charges de l'entretien des routes uniquement sur les automobiles, d'autant plus que les propriétaires d'autos résidant en Suisse, comme déjà mentionné plus haut, sont assez chargés par le fisc.

Et si on demandait des auto-touristes étrangers des droits de circulation sur notre réseau, ce serait au point de vue économique un pas fatal, qui rassasierait bien vite ces derniers, et ne générerait non seulement au séjour des étrangers, mais à notre industrie et principalement à la vie hôtelière, car les temps d'octroi du moyen âge sont depuis longtemps abolis. De les faire réapparaître, ce serait entraver notre industrie, et l'on peut parier cent contre un que la plupart des autos étrangères contourneraient nos frontières pour avoir chez nos voisins des séjours plus avantageux, malgré les beautés naturelles dont notre pays est tout particulièrement favorisé.

L'expérience apprend aussi qu'avec des droits et des augmentations de tarifs, avec l'introduction des impôts indirects (car le monopole des rues en serait un), dans la plupart des cas l'espoir qu'on y avait mis a été déçu, et dans la règle on a obtenu le contraire de ce qu'on en attendait.

Il n'est pas nécessaire, vu la concurrence qu'il y a partout autour de nous, de rendre encore plus difficile le séjour des étrangers, par un renchérissement qui nous blesserait nous-mêmes dans nos intérêts.

Qu'on ouvre donc aux auto-touristes internationaux les routes qui de nos jours leur sont encore fermées, ainsi que celles dans les Alpes, car les étrangers, comme chaque enfant le sait, sont pour le développement économique de notre pays d'une si haute importance, qu'il serait imprudent de ne pas surmonter la moindre difficulté afin de leur rendre notre territoire accessible.

Cependant, il a leur côté les auto-touristes étrangers fassent leur possible pour la lutte contre la poussière, et en grande majorité ils seraient disposés, avec l'impôt de benzine proposé dans les milieux automobilistes, ce qui rapporterait à la Confédération environ 1 1/2 million, il me semble que cela suffirait, et qu'avec cette somme il serait possible d'arriver à quelque chose de bien.

L'impôt ou la douane de benzine offre en même temps le grand avantage que les propriétaires d'automobiles, étrangers comme indigènes, contribueraient d'une manière égale à cette lutte, sans avoir à reprocher à notre pays de combattre le progrès.

Je trouve qu'en fixant des impôts de rues, ce serait aller outre mesure, et que l'on ne devrait pas parler de chose pareille à nos hôtes étrangers.

A quelle heure devons-nous prendre nos repas?

La question mérite d'être examinée de près car l'Académie des sciences s'en est occupée dans sa séance du 14 avril 1914.

On savait déjà que d'une manière générale nous mangeons trop, que les excitants modernes surexcitent l'appétit, augmentant dans des proportions regrettables le travail de l'estomac, mais on ne s'était pas encore préoccupé de l'heure à laquelle il convient le mieux de s'asseoir à table.

Le savant docteur Bergenié de Bordeaux, chercheur très sagace, nous a donné sur ce sujet des indications basées sur des expériences très positives.

Il a tracé une courbe de la variation de la dépense en énergie pendant le cycle «nycthéral» d'un adulte normal, de vie régulière et à la ration moyenne d'entretien; or, de ses expériences, il tire les déclarations suivantes, très nouvelles, très intéressantes et que je crois très utiles de faire connaître à mes lecteurs:

Les heures qui conviennent le moins aux principaux repas sont justement celles des habitants de la Provence.

A Paris on déjeune, ce qu'ici beaucoup désignent sous le nom de dîner, de 11 heures à midi et on dine de 7 à 8 heures du soir (le souper de Marseille), mais ici on se met le plus souvent à table de midi 1/2 à 1 h. 1/2 et de 8 heures à 9 heures. Or la courbe des besoins de nutrition ou énergétiques, pour utiliser le langage actuel, passe quelques instants après ces heures, mal choisies, par deux minima et tout repas trop complet pris à ce moment ne peut que surcharger le foie en restant longtemps inutilisé.

Un conseil en passant à ceux qui redoutent l'obésité, si vous voulez ne pas trop vous gaver, évitez de boire aux repas. Chacun peut remarquer que l'absorption de vin ou d'eau froide donnent immédiatement envie de reprendre des mets qui se trouvent sur la table. Les peuples du Nord absorbent ainsi un verre d'eau-de-vie pour faire ce qu'ils appellent un trou.

L'heure la meilleure pour le principal repas est de 7 à 8 heures du matin, au moment où la courbe des dépenses s'élève rapidement, passe par le grand maximum et reste longtemps élevée.

Ceux: chasseurs, agriculteurs, touristes, qui cassent fortement la croûte au réveil sont donc dans le vrai et le simple chocolat ou café au lait seraient mieux placés à midi.

Le gros repas du matin devra fournir non seulement l'énergie nécessaire aux quatre à cinq heures, propices au travail, qui le suivent, mais encore le complément que le foie, vidé par l'abstinence de toute la nuit, doit emmagasiner.

Un autre repas bien placé est celui des Anglais, le fameux «Five o'clock tea», vers cinq heures de l'après-midi, heure déprimante, pénible plus particulièrement aux nostalgiques et neurasthéniques, petit repas au thé de 300 à 400 calories environ.

Le dîner de Paris ou souper de Provence complètera seulement la ration alimentaire et ne devra pas donner trop de travail au fonctionnement des pâtes, du laitage, des salades crues ou cuites que de la viande à ce troisième service de la journée.

La santé générale d'une famille, qui a bien voulu utiliser les précédentes données, est excellente depuis plus de six années qu'elle est en observation.

Tout cela bien entendu sans réserve que l'organisation de la cité future supprimera les miséreux et qu'on ne verra plus de Rothschild répondre à un pauvre qui lui disait «J'ai faim» — «Tu as bien de la chance».

(Journal de la Cuisine.) Dr. H. L.

Was die Fremden sagen

Ein deutscher Reichsangehöriger, der seit Jahren stets gerne die Sommermonate in der Schweiz verbringt, lobt in einer Zurschrift an die «Hotel-Revue» die noble Art und Weise, mit der sich beim Ausbruch der Kriegswirren die Hotels ihrer Gäste angenommen haben. Er betont ausdrücklich, dass sich nicht nur sein Hotelier mit Rat und Tat, und dies zum Teil sogar unter grossen finanziellen Opfern, die in diesen trüben Zeiten um so schwerer in die Waagschale fielen, zur Verfügung gestellt habe, sondern auch die Angestellten hätten sich durch allseitig grosse Liebenswürdigkeit und freundliches Entgegenkommen ausgezeichnet. Da habe es sich wieder einmal gezeigt, wie wenig der von übellovaler Seite geprägte Ausspruch: «Point d'argent, point de Suisse», Berechtigung habe. Selbst mit Banknoten habe der Hotelier, soweit es ihm möglich war, ausgeholfen. Herr N. fügt bei, dass dieses Verhalten der schweizer. Hoteliers nicht verfehlt werde, später, wenn einmal wieder ruhigerer Zeiten über Europa hereinbrechen würden, der Schweiz in Deutschland neue Sympathien zu erwecken. Ebenso lobend sprechen sich verschiedene

